

Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie

Lettre d'information n°33

Séance du 8 juin 1998

Le PS et le mouvement social (1971-1981)

Par Hélène Hatzfeld

Je vais reprendre quelques éléments de la thèse que j'ai soutenue en 1987, sous la direction de Georges Lavau, et qui s'intitulait « Les relations entre le parti socialiste, la CFDT et le mouvement social, 1971-1981 ». J'ai déposé mon sujet en 1982, mon travail n'est donc pas un travail d'histoire. Il a un objet théorique : un espace de relations entre trois types d'organisations, un parti, un syndicat, et des mouvements associatifs. Derrière cet objet, il y a aussi des problèmes de représentation des citoyens (comment les citoyens en tant que particuliers sont-ils représentés), des problèmes de médiation entre le social et le politique et des problèmes de rôle des différentes organisations. Mon travail a aussi un objet historique – la période 1971-1981 et ces organisations que sont le parti socialiste, la CFDT, et ce que j'ai appelé, reprenant un terme de l'époque, le mouvement social (commodité pour désigner l'ensemble des luttes, associations et mouvements – féministe, régionaliste etc.). C'est la période de la montée au pouvoir du PS, entre le congrès d'Épinay et l'élection de François Mitterrand.

Les sources sur lesquelles j'ai travaillé, ce sont essentiellement des textes de congrès et des textes d'archives, et d'autre part des entretiens avec des responsables que j'ai faits moi-même.

J'ai voulu montrer comment, dans un moment où les rôles sont contestés, où il y a des organisations qui *a priori* ne sont pas faites pour porter des programmes politiques et qui concurrencent les partis sur leur terrain, s'est opéré un chassé-croisé. Comment des associations et la CFDT ont tenté d'instrumentaliser le PS (c'est-à-dire de lui faire porter leurs idées) en vue d'une victoire électorale et comment, finalement, cela s'est retourné : le PS a instrumentalisé les associations, et moins directement la CFDT, avant qu'elles ne s'échappent. Ce double mouvement, selon moi, n'a pas pour origine des manoeuvres politiciennes, mais est l'expression de mutations profondes, à la fois sociales et politiques de l'après Seconde Guerre mondiale (les nouveaux rapports au politique, à l'État, qui se traduisent par une multiplicité d'organisations type clubs, les Groupes d'action municipale, 1968) et des mutations idéologiques où l'on a un mélange

de traditions, de courants de référence, de dépassement de limites qui existaient auparavant entre le social et le politique.

Les partitions : les débats de l'époque, les grands thèmes

Ils s'organisent autour de deux axes : le rapport à l'État et le rapport au politique.

Le rapport à l'État

On observe des tendances contradictoires. Une première tendance est rationalisatrice, modernisatrice, elle attribue un fort rôle à l'État. On verra en particulier cela dans le courant Reconstruction qui est fondé en 1946 par la CFDT, dans le Club Jean Moulin avec le développement des thèmes de la planification, de l'aménagement du territoire.

La deuxième tendance est la méfiance à l'égard de l'État, avec une dénonciation de la technocratie, de la présidentialisation du régime, et en contrepoint, la volonté de réhabiliter le citoyen comme homme informé, actif, et responsable. On trouve cette thématique dans un ensemble de clubs qui se créent dans les années 1950-1960, le Club des Jacobins, Citoyens 60, la Ligue pour le combat républicain ; dans les idées de Mendès-France ; dans les associations d'éducation populaire. Ce thème de la réhabilitation du citoyen sur une base de méfiance par rapport à l'État se décline de différentes façons, autour du thème de la décentralisation, de la démocratisation du politique, de l'autogestion.

La troisième tendance de ce rapport au politique, c'est un courant anti-étatiste, d'origine libérale mais qui déborde largement cette origine. Je mets dans ce courant toutes les idées qui vont dans le sens du contre-pouvoir, l'idée également de contre-proposition. À gauche existait jusque-là la conviction qu'il n'appartenait pas aux travailleurs, aux syndicats, aux associations, de faire des propositions alternatives à celles que le pouvoir ou les patrons pouvaient faire. Donc cette idée de contre-proposition ne s'est pas imposée toute seule. Se développe aussi à l'arrière plan, l'idéologie du local contre l'État, autour de deux thèmes. Le local a une légitimité politique, et il n'est pas mineur. Le local est reconnu comme ce qui peut redonner sens à la société qui est en train de perdre sa solidarité, son unité, et le quartier peut-être cette unité-là (Chombart de Lauwe). Cet anti-étatisme se développe également avec l'idéologie de la participation. Cette idéologie qui va du gaullisme à la gauche est fédératrice. Reprise par la gauche, elle a une connotation positive nettement formulée et mise en pratique par les Groupes d'action municipale avec le développement des conseils de résidents, en particulier à Sarcelles en 1965. L'idée est que les habitants, ceux qui se mobilisent, qui adhèrent aux associations, en savent au moins autant que certaines équipes municipales dirigées par des notables, et que celles-ci doivent les consulter. La participation peut donc être jugée comme un acte positif, mais toujours avec une certaine ambivalence puisque la participation est aussi prônée par le gaullisme. Développement également de l'idéologie de la concertation dans des milieux associatifs, reprise ensuite par le manifeste municipal socialiste en 1976 et les programmes électoraux de la mouvance socialiste. Le thème de la concertation se développe sous la

forme de la démocratie participative, pensée comme remède à la démocratie représentative.

Enfin, ce thème du rapport à l'État prend une dernière forme, la plus extrême, c'est l'idéologie autogestionnaire. Ce thème apparaît dans le milieu des années 1950, en 1958 semble-t-il, développé par Reconstruction qui étudie l'expérience yougoslave pour en montrer les aspects positifs, et il est repris par le PSU. Certaines fédérations de la CFTC, avant même 1968, et la CFTC en 1970, vont reprendre ce thème autogestionnaire. Puis, c'est le manifeste du PSU, le programme du PS « Changer la vie » (1971), les GAM (1972), qui reprennent ce thème autogestionnaire. Là aussi, il y a une grande diversité de jeux, de variations derrière ce thème, n'oublions pas qu'en 1977 il sera même formulé par le PC. Ce thème permet un repérage à gauche qui opère une distinction, il permet de créer un espace qui n'est pas le socialisme des pays de l'Est, pas le totalitarisme. Le PS va, à certains moments reprendre le thème, mais de façon ponctuelle. Dans le projet socialiste de 1971 le terme « autogestion », apparaît comme une concession au PSU. Dans les « 15 thèses sur l'autogestion » de 1975, le parti socialiste affiche l'autogestion à l'égard de la mouvance à capter celle issue du PSU ou proche de lui. Enfin, dans « la France au pluriel » de 1977, l'autogestion est totalement bâillonnée par d'autres thèmes, et notamment, la démocratie représentative.

Le rapport au politique

Une des caractéristiques de l'époque, c'est qu'il y a une intervention dans le champ politique, d'organisations qui *a priori* ne sont pas politiques, mais syndicales ou associatives.

Les manifestations les plus évidentes de cette intervention politique vont être : l'affirmation de programmes stratégiques autogestionnaires par ces associations et la CFDT ; la revendication par ces acteurs du droit d'intervenir dans les processus de décision des partis ; la mobilisation en particulier de la CFDT en 1963 pour présenter un président de la République qui soit idéal (monsieur X, qui va se révéler être Gaston Defferre) ; le soutien à François Mitterrand en 1974 ; un ensemble de tentatives pour constituer de nouvelles forces politiques (le Groupe de recherche ouvrier et paysan en 1963 à l'initiative de la CFDT, les Assises pour le socialisme en 1974).

Ce nouveau rapport au politique a pour tendances principales :

– Un idéal chrétien qui se manifeste très fort à l'époque en vue d'une « communauté à faire » (expression d'Henri Madelin). La politisation d'organisations qui étaient jusqu'à présent a-politiques, de mouvements issus de la Résistance, comme le Mouvement de libération populaire, Esprit, Témoignage chrétien, a pour but de briser un isolement culturel ressenti par ces organisations, en donnant une place centrale au mouvement ouvrier. On adopte un langage à base marxiste et on réhabilite le politique en lui donnant un nouveau sens, celui de transformer les rapports sociaux. S'engager c'est donner les moyens d'apporter ce nouveau sens au politique. On trouve là Vie nouvelle qui va sécréter un club « Citoyens 60 » qui est son bras politique, et on a des tentatives pour faire d'un certain nombre d'associations des mouvements politiques.

– La deuxième tendance de ce rapport au politique, c'est l'idée qu'il faut suppléer à la défaillance partisane. C'est la fin de la IV^e République, le milieu de la Ve, l'idée est donc que les partis n'assurent pas leur rôle puisqu'ils n'arrivent pas à faire contrepoids

au parti gaulliste. Ce rapport au politique prend deux formes : la contestation du monopole des partis politiques car le politique est considéré comme plus technique qu'autrefois et on lui reproche de ne pas savoir utiliser les compétences disponibles ; d'autre part la contestation porte sur le fait que les partis seraient incapables d'assumer deux fonctions à la fois, celle d'élaboration de programmes politiques et celle d'animation de débats. En particulier, les partis sont jugés incapables de convertir les demandes sociales en exigences politiques. La deuxième façon dont ces organisations essaient de suppléer à la défaillance partisane, c'est en définissant elles-mêmes des projets politiques. Le grand souci des organisations de l'époque c'est que les luttes intenses, nombreuses qui existent, aient un prolongement sur le plan politique, et créent une nouvelle majorité qui ne soit pas seulement électorale mais qui entraîne de nouveaux rapports sociaux qui ne soient pas capitalistes. Il faut une alternative au programme des partis, un aiguillon. C'est pourquoi ces organisations définissent un socialisme démocratique et autogestionnaire.

– La troisième façon dont se traduisent ces nouvelles tendances du rapport au politique, c'est l'effet 68 que l'on peut tenter de dégager même s'il est impossible d'isoler 68 des années antérieures et postérieures (Lip, le Larzac, la révolution de 1974 au Portugal, la chute de l'Unité populaire au Chili en 1973). L'effet 68 ce serait : un renforcement et une modification de l'intérêt pour l'intervention politique qui se manifeste dans le vocabulaire (on passe d'un vocabulaire institutionnel et technocratique à un vocabulaire qui a plus un référent marxiste) ; l'extension du concept du politique (le « tout est politique ») et l'idée d'une puissance symbolique des phénomènes sociaux qui ne sont pas réduits à des rapports de production ; une émergence du thème du pouvoir ; un effet basiste avec la légitimation du local.

À travers ce rapport à l'État, au politique, s'instituent un certain nombre de points de rencontre qui sont articulés et figurés par toute une série d'expressions polysémiques.

Les figures de danse : les modèles organisationnels

C'est une époque qui bouge beaucoup dans le sens de la concrétisation du rapport au politique. De nombreuses organisations se créent et se défont : il y a une multiplication de clubs, des regroupements de forces (ainsi le PSU se constitue de forces qui viennent des marges du parti communiste, des radicaux, du MRP, de la SFIO), et le Congrès d'Épinay est aussi un rassemblement de différentes forces. Ces figures de danses marquent en particulier des essais organisationnels en réévaluant les rôles de chacun : les partis, les syndicats, les associations et donc les limites de chacun.

Je vais dégager trois figures, trois modèles organisationnels.

– Le modèle agrégatif : c'est celui qui permet la constitution du nouveau parti socialiste en trois étapes (en 1965 la FGDS, en 1969 le nouveau parti socialiste, et en 1971 le parti socialiste à proprement parler) ; c'est ce modèle qui explique également la formation de l'union de la gauche.

– Le modèle substitutif : on remplace une organisation existante par un mouvement qui n'ait pas les défauts du précédent et qui soit à la fois un mouvement social et politique.

Le PSU relève de ce modèle, de même que les groupes d'action municipale qui ont voulu être différents des partis politiques qu'ils qualifiaient de notabiliaires, et aussi différents des associations auxquelles ils reprochaient un fonctionnement non démocratique. À partir de 1968, les GAM se sont structurés nationalement, ont adopté une charte nationale en 1971, fait des contre-propositions, présenté des candidats aux élections municipales, et sont ainsi devenus un véritable mouvement politique. Dans la foulée, ils ont créé des comités d'usagers, et des unions de quartier. Mais finalement ce mouvement s'est dissous dans le processus de formation du parti socialiste. Relèverait aussi de ce modèle substitutif la CFDT qui n'est pas loin de s'être pensée sur le plan idéologique comme un quasi parti. Organisationnellement elle est restée un syndicat, il n'y pas eu de cumul des responsabilités, elle n'a pas présenté de candidats aux élections politiques. Mais il y a eu de fortes interventions politiques de la part de ce syndicat qui font que l'on peut parler d'un modèle qui a été pensé par certains dirigeants de l'époque comme celui d'un quasi-parti, avec le projet politique de 1953, les réflexions sur la planification, les colloques très nombreux qui ont eu lieu autour de la planification et de l'autogestion, les interventions dans la guerre d'Algérie, l'élaboration de contre-propositions qui ont largement dépassé le pur cadre revendicatif et les tentatives du GROUPE (Groupe de recherche ouvrier et paysan) pour réfléchir aux problèmes liés à la transformation d'ensemble de la société et de la vie politique. Citons également toute une mouvance syndicale qui a agi dans les GAM (Groupes d'action municipale) et a essaimé dans la presse (*Le Nouvel Obs*), le Commissariat général du plan, le SGEN.

– Le modèle de la régénération : on veut régénérer des forces existantes en entrant dedans. Par exemple aux Assises de Vichy qui rassemblent en 1964 une multitude de forces associatives de l'époque, le philosophe Étienne Borne qui était à l'époque l'un des grands porte-parole de ces rassemblements, dit que le but de ces Assises est de vitaliser et remembrer les partis politiques. Les principales formes de ce modèle de régénération sont les clubs et les Assises pour le socialisme de 1974.

Les clubs comme creusets militants de partis : idée fondée sur le constat qu'il faut des organisations qui rassemblent plus largement et plus diversement que les partis. Les clubs vont rassembler les forces vives que sont les nouvelles catégories sociales (la nouvelle classe moyenne et technicienne) et les forces qui ont de l'intérêt pour de nouvelles formes de politique. Ce sont tous ces débats qui animent les Assises de Vichy en 1964 et les Assises de Grenoble en 1966 qui rassemblent aussi un ensemble de forces associatives et politiques (Citoyens 60, le Cercle Tocqueville de Lyon, le Club Jean Moulin, des syndicalistes, des membres du PSU). Ceci, avec l'idée qu'en adhérant individuellement à des partis politiques (PSU ou Parti socialiste), on peut les régénérer pour former un mouvement social et politique avec un programme qui est le socialisme démocratique et autogestionnaire.

Les Assises pour le socialisme de 1974 sont le deuxième modèle de régénération qui a beaucoup marqué l'époque. Elles ont été très contestées à l'époque. Elles ont trois composantes : le parti socialiste ; les membres du PSU emmenés par Michel Rocard ; et toute la mouvance associative. Il y a ambiguïté sur le point de savoir si les Assises ont été une opération pour régénérer le PS, ou bien, si ce qui était en fait prévu par les Assises pour le socialisme mais qui ne s'est pas passé, c'était la création d'un autre mouvement, et donc une substitution. La composante de Michel Rocard voulait ainsi

régénérer le PS en adhérant en masse au parti socialiste, cela a été aussi le cas de nombreux syndicalistes CFDT, et de membres d'associations chrétiennes. Mais les organisations de la troisième composante appelaient à créer un autre mouvement, défini comme pluraliste, ouvert, rassemblant des forces politiques, syndicales, associatives, et qui remplirait toutes les fonctions politiques.

Si l'on regarde les textes du PS, il n'y a pas d'ambiguïté de son côté, il s'agit bien de renforcer le PS pour rééquilibrer la gauche contre le parti communiste. Les Assises sont un moment important car c'est sans doute la fin du mouvement de déconstruction/reconstruction qui avait été amorcé par la naissance de la CFDT, du PSU, des clubs : une période se clôt en 1974 avec cette entrée massive dans le PS. En même temps, elles ont aussi été l'ébauche d'une liaison politique entre deux termes : un parti et des organisations qui n'étaient pas des partis mais des réservoirs d'idées, de militants, de forces diversifiées. Il est important de voir que cette liaison s'est effectuée sur un fonds mythique, celui de l'existence possible d'une organisation unique, sociale et politique, et diversifiée, et de la possibilité pour le PS d'être un prolongement des luttes. L'opération des Assises est en partie un acte manqué : certains acteurs ont demandé une médiation politique à une force qui était autre que celle dont ils rêvaient.

Les danseurs : les acteurs de l'époque

Les connexions sont très fortes entre les adhérents, et les militants de toutes ces structures. En effet la plupart des forces sont issues des mouvements de la Résistance et notamment des mouvements chrétiens. Elles sont liées à trois réseaux qui sous-tendent la vie politique et sociale de l'époque : la diaspora mendésiste, le réseau Reconstruction, et le club Jean Moulin.

L'influence personnelle qu'a exercée Pierre Mendès-France joue un rôle profond dans la période étudiée. Ce rôle tient surtout au nombre et à la diversité des hommes qui se sont fait les vecteurs de ses idées : ses collaborateurs des cabinets ministériels (F. Bloch-Lainé, C. Cheysson), ses soutiens proprement politiques (club des Jacobins avec C. Hernu, une partie de la JEC et de l'UNEF avec M. de la Fournière, J. Julliard, M. Rocard). Les idées mendésistes trouvent aussi d'importants relais dans la presse : *L'Express* bien sûr, mais aussi dans *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Esprit*, *La Croix*, *Témoignage chrétien* (J. Boissonat).

Le réseau Reconstruction est lié au précédent, mais distinct et plus complexe. Le rôle de P. Vignaux y est primordial, mais aussi celui de M. Gonin, E. Deschamps, E. Maire... Ce réseau comporte notamment une dimension économique et une dimension chrétienne : relations avec la JEC, la JOC, le CNJA, l'UNEF, une partie du jeune patronat (J. Bidegain).

Quant au club Jean Moulin, je le qualifie de réseau parce qu'il étend son influence bien au-delà de ce qu'on peut attendre d'un simple club. Il a joué un rôle de laboratoire d'analyses et de propositions, de diffusion d'idées, mais aussi de carrefour, de lieu de rencontre entre des hommes appartenant à des domaines très divers : hauts fonctionnaires techniciens ou universitaires, presse, syndicalistes, tels G. Suffert, C. Neuschwander, G. Lavau, O. Chevrillon...

Ces réseaux ont aussi un rôle organisateur : ils sont à l'initiative, de diverses façons, des rassemblements qui se tiennent (Assises de la Démocratie réunies à Vichy en 1964, Rencontre socialiste de Grenoble en 1966), qui ébauchent la reconstruction des forces socialistes.

Retour sur une victoire : 1981

Un constat est fait à l'époque, par une frange de militants, qui débouche sur la formulation d'un paradoxe. Le constat est qu'il y a eu un état de grâce, car Mitterrand n'a pas été porté au pouvoir par un mouvement. Toute une série d'associations, de militants qui avaient participé au mouvement décrit précédemment, ont été déçus. Ce n'est pas 1936, et il y a un ensemble d'attentes exprimées avant 1981 de manière claire, ou latentes, qui ne sont pas satisfaites. Cela va jusqu'à la formulation d'un paradoxe formulé par le PS au congrès de 1981 à Lens : « voici en 1981, un changement politique immense, et qui pourtant, n'aura été en apparence préparé par aucun mouvement social de grande ampleur ». Paradoxe apparent d'une victoire remportée au moment où la dynamique populaire était au plus bas. L'idée fondamentale de l'époque c'est qu'il y a un lien entre une victoire électorale et un mouvement populaire. La disjonction entre le mouvement de masse, passif, spectateur, et la victoire électorale étonne.

Ce paradoxe s'éclaire surtout si l'on regarde les textes de congrès précédents. Par exemple, en 1973 : « le nombre des électeurs ne suffira pas à faire du parti socialiste un parti capable d'équilibrer la gauche faute d'une présence active là où se livrent les luttes ». Cette représentation tient à deux éléments. Elle tient au phénomène d'anamnèse bien connu dans la culture politique française : on attend la victoire de la gauche semblable à 1936. Un autre élément joue dans l'idée du paradoxe : c'est la représentation du parti socialiste comme porteur d'aspirations exprimées en 1968 ou plus tard.

Pour finir d'éclairer ce paradoxe je vais développer un dernier point qui concerne les façons dont étaient vues les relations du parti socialiste et du mouvement social à l'époque. Nous verrons ainsi les décalages qui existaient en 1981 par rapport à ce type de représentation. Tout d'abord le mouvement social tel qu'il est vu par le parti socialiste. Si l'on regarde les textes du PS il y a un emploi très fréquent des termes « mouvement social » et « mouvements sociaux ». Au pluriel le terme désigne le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement régionaliste. Au singulier, cela désigne l'ensemble des organisations, des formes d'expression, des luttes, qui ne sont pas directement dirigées par les syndicats et notamment la CGT. Ce contenu est très ambigu à l'intérieur du PS, puisque l'on voit dans certains textes « mouvement populaire » où le terme est pris dans une acception très classique et recouvre partis, syndicats et associations ; dans d'autres textes on trouve « mouvement social » avec l'idée que ce qui le caractérise c'est la nouveauté ; enfin dans certains textes il est dit qu'il faut faire une distinction entre les éléments qui ont une nature de classe, qui se pensent dans la lutte de classe, et les autres. Par exemple le projet socialiste de 1971 :

« Nombreuses sont les associations qui plus ou moins explicitement inscrivent leur action dans une perspective de lutte de classe, mais le développement des

associations ne procède pas toujours de cette analyse. Il peut prendre la forme de regroupements sectoriels, corporatistes, et parfois même franchement réactionnaires »

Enfin, il y a manifestement, sur la période, un changement du signifiant de l'expression : on passe d'un signifiant implicite ou explicite (les luttes, les mouvements de masse) à un autre signifiant qui est l'électorat à conquérir et les associations susceptibles de contribuer à cette conquête électorale en représentant les citoyens.

Il est clair que le fondement des relations entre le parti socialiste et le mouvement social est déterminé non par l'existence de mouvements associatifs, mais par le reste du champ, c'est-à-dire par l'existence de l'union de la gauche tant qu'elle existe, par le rapport de force avec le parti communiste et donc par la mise en place d'un plan de conquête électorale. Le PS est en fait très peu perméable à toutes les remises en cause organisationnelles des années soixante-dix car les logiques électorales priment. Il s'agit pour l'organisation de conquérir une majorité électorale et non de donner un prolongement aux luttes. Le PS se représente comme le seul opérateur politique par l'accession à une majorité électorale.

Inversement, si l'on regarde comment le PS était vu par les forces associatives en 1981, on s'aperçoit que la façon dont il était considéré est la résultante d'un double mouvement, d'une part le rapport au politique fait à la fois de méfiance et de volonté de trouver une force politique porteuse, et d'autre part, c'est aussi la résultante de l'état des forces électorales. L'Union de la gauche est brisée, le PSU a disparu, l'espoir de créer une nouvelle force sociale et politique s'est envolé, et les forces sociales ont perdu leur combativité. Beaucoup de militants se sont désinvestis et la force idéologique s'est affaiblie. Le PS apparaît donc comme le seul substitut possible. Il y a un décalage en 1981, entre d'une part les désirs de ces organisations d'être une force de proposition, un contre-pouvoir, et d'autre part la réalité, les mouvements de lutte ne constituant plus une référence concrète mais devenant un mythe auquel on continue à se référer. Une partie des militants va chercher dans l'adhésion au PS un substitut à une force socialiste rêvée, d'une certaine manière hors de ce qui devait faire la base de cette nouvelle force socialiste, hors de ce qui devait lui donner un sens (les luttes). Ce paradoxe est l'expression d'un effondrement progressif de tout un imaginaire politique, celui de relations entre un parti et des mouvements associatifs dans lesquelles les associations ont rêvé d'être moteur et où le parti politique aurait été leur instrument.

Pour résumer, il semble y avoir un processus contradictoire de déconstruction inachevée des relations entre partis, syndicats, et associations, et de reconstruction relativement traditionnelle de ces relations, même s'il y a quand même esquisse de nouvelles relations entre partis, syndicats et associations (reconnaissance de la concertation, de la médiation technique au niveau des associations). Enfin je retiendrai un élément caractéristique de cette période : l'échec de la tentative d'instrumentalisation du PS par un mouvement social, qui a perdu force et crédibilité, fait place à une réalité inverse : l'instrumentalisation de certaines associations par le PS, dès avant 1981 et surtout après, chez qui le PS a trouvé une force d'expertise et de proposition ainsi qu'une réserve de militants et de cadres municipaux.